



# Nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP en 2025 : c'est irresponsable !

**La DGFIP est l'administration qui a subi les suppressions d'emplois les plus massives au sein de toute la fonction publique !**

**31 148 suppressions** d'emplois temps plein (ETP) de 2008 à 2024 (environ 25 %), 3 000 suppressions prévues (a minima) dans le contrat initial d'objectifs et de moyens 2023-2027, 550 suppressions pour 2025, des chiffres qui font tourner la tête, surtout celle des agent·es et des usager·es !

| 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| 2790 | 1650 | 2594 | 2667 | 2438 | 2023 | 1988 | 2000 | 2130 | 1630 | 1600 | 2130 | 1500 | 1800 | 1506 | 850  | 200  | 550  |

Depuis 2008, nos services auront subi 32 046 suppressions d'emplois ETP (correspondant à plus de 28 % de ses effectifs). C'est 25 % du total des suppressions dans la fonction publique d'Etat !  
Plus que toute autre administration !

Contrairement aux promesses de stabilisation des emplois faites en 2023, l'administration annonce **un total de 550 suppressions d'emplois pour 2025**, malgré des transferts de missions et donc de charges de travail supplémentaires.

L'essentiel des suppressions d'emplois est supporté par les directions départementales et régionales !

## **DDFiP Morbihan : - 2 emplois catégorie B et – 7 emplois catégorie C**

Avec des conditions de travail qui se dégradent au rythme des suppressions d'emplois, des restructurations permanentes, des suppressions de services et de sites, des méthodes de travail industrialisées qui font perdre le sens des missions, des règles de gestion qui font de plus en plus la part belle à l'arbitraire, des rémunérations qui ne suivent pas (avec une volonté de développer l'indemnitaire au mérite) et un « management » de plus en plus souvent toxique... **le mal être au travail ne fait que s'aggraver.**

C'est un cercle vicieux, tout simplement parce que les tenants des politiques libérales ne cherchent qu'une chose, pour préserver les intérêts des plus riches, des entreprises et des actionnaires : liquider notre administration centrale à réseau déconcentré dont les missions sont fiscales, comptables et foncières, de la gestion au contrôle. La baisse des dépenses structurelles du ministère, la destruction de notre réseau de proximité de pleine compétence, les restructurations/destructions permanentes ne font que confirmer cette dérive irresponsable !

La DGFIP est transformée en une administration déshumanisée, **maltraitante pour ses agents comme pour le public !**

Ainsi, plutôt que d'investir dans un service public au service de la population et de la société, d'augmenter nos salaires et revaloriser pour toutes et tous notre indemnitaire, la DG réaffirme la poursuite et l'amplification des réformes destructrices : suppressions d'emplois, recrutements insuffisants face aux départs en retraites, restructurations, externalisations et privatisations de missions, affectations au département, rémunération au mérite et déclinaisons de la Loi transformation de la Fonction Publique à la DGFIP.

# **Vous ne venez pas aux Finances Publiques par hasard !**

La campagne déclarative 2025 sur les revenus a débuté le 10 avril. A cette occasion, vous êtes nombreuses et nombreux à vous déplacer dans les services des impôts des particuliers pour un conseil, un renseignement ou tout simplement pour éviter de vous tromper.

Vous êtes jeunes, moins, jeunes, actifs ou retraités, à l'aise avec l'informatique ou pas, avec peu ou beaucoup de revenus... Vous tenez à vous déplacer malgré les kilomètres supplémentaires à faire puisque depuis quelques années votre trésorerie, votre centre des Finances Publiques de proximité a été fermé !

Parfois, et même de plus en plus souvent, vous trouvez porte close. En effet, depuis quelques années déjà, notre service public ne fait plus de l'accueil physique une priorité. Des campagnes de communication vont même essayer de vous convaincre d'envoyer un mail ou de téléphoner.

**Malgré cela, vous venez et vous avez raison !  
Car sans nous, agentes et agents des Finances Publiques :**

- Vous ne seriez pas accompagnés et aidés dans vos démarches fiscales quotidiennes ;
- Vous n'auriez pas de réponses techniques, délivrées gratuitement, sur vos droits et obligations fiscales ;
- Vous perdriez certains droits sociaux, faute d'une explication claire pour éviter les erreurs déclaratives en votre défaveur ;
- La législation fiscale ne serait pas appliquée de manière équitable pour toutes et tous ;
- Le consentement à l'impôt serait encore plus mis à mal.

**Mais nos missions assurées par des fonctionnaires proches du terrain et donc de vous sont, année après année, remises en causes par des politiques qui ne cessent de détruire les services publics.**

**Tout comme l'hôpital, l'école ou La Poste, les Centres des Finances Publiques sont utiles à l'égalité et à la cohésion sociale !**

**Les Services Publics vous appartiennent !  
Ensemble, défendons-les !**